ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 2 Μαρτίου 1950	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	Ἀριθμὸς φύλλου 68

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Ἀναγκαστικοὶ Νόμοι

Α. Ν. 1424. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 21ην Ἰουνίου 1949 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου περὶ Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν. 1

Διατάγματα

Περὶ μεταβατικῆς ἕδρας Εἰρηνοδικείου Καρπάθου..... 2
Περὶ ὑποβιβασμοῦ τῆς φυλακῆς Ρόδου ἐκ τῆς β΄ τάξεως εἰς τὴν γ΄ τάξιν. 3
Περὶ ὀνομασίας ὡς Ταχ. Γραφείου β΄ τάξ. τοῦ μέχρι τοῦδε Ταχ. Γραφείου γ΄ τάξ. Ἀραχώβης Βοιωτίας..... 4
Περὶ ἄρσεως ἐκ τῆς κυκλοφορίας τῶν ἐξ ἐπισημάνσεως κοινῶν γραμματοσήμων τῶν κλάσεων δραχ. 10, 20, 30, 50, 130 καὶ 500. 5
Περὶ ἐπισημάνσεως εἰδικῶν γραμματοσήμων Προνοίας προσωπικοῦ ΤΤΤ κλάσεως δραχμῶν 50. 6
Περὶ συνθέσεως τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Πλοηγικοῦ Σταθμοῦ Πειραιῶς. 7

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 1424.

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 21ην Ἰουνίου 1949 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου, περὶ Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 22 Φεβρουαρίου 1950 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως, λόγῳ κατεπειγούσης καὶ ἀναποφεύκτου ἀνάγκης, Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ κυρώσεως τῆς ὑπογραφείσης ἐν Ἀθήναις τὴν 21ην Ἰουνίου 1949 Συμφωνίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Βελγίου περὶ Ἀεροπορικῶν Μεταφορῶν», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 21ην Ἰουνίου 1949 μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Βελγίου Συμφωνία περὶ ἀεροπορικῶν μεταφορῶν, ἧς τὸ κείμενον, ὡς καὶ τὸ κείμενον τοῦ παρακολουθοῦντος ταύτην Παραρτήματος ἕπονται ἐν Ἑλληνικῷ καὶ Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ.

Ἡ ἰσχὺς τῆς ὡς ἄνω Συμφωνίας, ἐξαιρέσει τοῦ ἄρθρου 11 αὐτῆς, ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς 21ης Ἰουνίου 1949 ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς της, ἀφ' ἧς αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύι κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 14 αὐτῆς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΙΩΑΝΝΗΣ ΘΕΟΤΟΚΗΣ

Τὰ Μέλη

Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. ΠΑΠΑΗΛΙΟΥ, ΝΙΚ. ΛΙΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΓΓΕΛΟΣ ΜΠΟΥΡΟΠΟΥΛΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΟΙΚΟΝΟΜΟΣ, ΣΤΥΛ. ΣΤΥΛΙΑΝΙΔΗΣ, ΙΩ. ΜΑΥΡΟΜΜΑΤΗΣ, ΒΑΣ. ΒΟΪΛΑΣ, ΠΑΝ. ΚΑΜΗΛΟΣ, Δ. ΖΕΠΟΣ, ΠΑΝ. ΚΑΛΟΓΕΡΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΚΕΛΑΪΔΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 28 Φεβρουαρίου 1950.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

ΗΛ. ΠΑΠΑΗΛΙΟΥ

ACCORD

σntre le Gouvernement Royal Hellenique et le Gouvernement Royal Belge relatif aux Transports Aériens entre leurs territoires respectifs.

Le Gouvernement Royal Hellénique et le Gouvernement Royal Belge, désireux de conclure un accord relatif à l'établissement de communications aériennes entre les territoires belge et hellénique ont, à cet effet, désigné leurs plénipotentiaires, lesquels son convenus des dispositions suivantes:

Article prémier.

Les Parties contractantes s'accordent l'une à l'autre, les droits spécifiés à l'annexe ci-jointe, en vue de l'établissement des routes aériennes civiles internationales et des services énumérés à cette annexe.

Les dits services pourront être inaugurès immédiatement ou à une date ultérieure, au choix de la Partie Contractante à laquelle ces droits sont accordés.

Article 2.

1) Chacun des services aériens mentionnés à l'annexe ci-jointe sera mis en exploitation aussitôt que la Partie Contractante, qui, en vertu de l'Article 1 a reçu le droit de désigner une ou plusieurs Entreprises Aériennes pour exploiter les routes en question, aura effectué cette désignation.

La Partie Contractante qui aura accordé ce droit, devra, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article et de celles de l'article 6 ci-après, accorder, sans délai, l'autorisation d'exploitation nécessaire à l'Entreprise ou aux Entreprises intéressées.

2) (a) L'Entreprise ou les Entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, pourront être appelées, avant d'être autorisées à ouvrir les services fixés par le présent accord, à justifier de leur qualification devant les Autorités Aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, et ce, conformement aux lois et règlements en vigueur en ce pays,en ce qui concerne l'exploitation de routes civiles internationales par des Entreprises Commerciales de Transports Aériens.

(b) Dans les régions qui sont le siège d'une occupation militaire, ou dans les zones affectées par l'occupation militaire, l'ouverture de ces services sera subordonnée à l'approbation des Autorités Militaires, compétentes.

Article 3.

Pour éviter toute discrimination et assurer l'égalité de traitement, il est convenu que:

1) Chacune des Parties Contractantes pourra imposer ou permettre que soient imposées des taxes justes et raisonables pour l'utilisation des aéroports et autres installations. Chacune des Parties Contractantes convient cependant, que ces taxes ne seront pas plus élevées que celles qui seraient payées pour l'utilisation desdits aéroports et desdites installations, par ses aéronefs nationaux employés à des services internationaux similaires.

2) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits ou pris à bord sur le territoire d'une Partie Contractante par toute entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie Contractante ou pour le compte d'une telle entreprise et destinés uniquement à l'usage des appareils de cette entreprise, bénéficieront d'un traitement aussi favorable que le traitement appliqué aux enrteprises nationales exploitant des services aériens internationaux ou à celles de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'imposition de droits de douane, de frais d'inspection ou autres droits et taxes nationaux appliqués par la Partie Contractante sur le territoire de laquelle aura été effectuée l'importation ou l'exportation.

3) Tout aéronef de l'une des Parties Contractantes opérant sur les routes faisant l'objet du présent accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes les piéces de rechange, l'équipement normal et les provisions demeurant à bord des aéronefs civils des Entreprises de Transports Aériens des Parties Contractantes autorisées à exploiter les routes et les services spécifiés à l'annexe, bénéficieront, à leur arrivée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, ou à leur départ de celui-ci, de l'exemption des droits de douane, frais d'inspection ou autres droits et taxes similaires, même au cas où ces approvisionnements seraient employés ou consommés par ces aéronefs ou cours de vols au-dessus dudit territoire.

4) Les approvisionnements énumérés au paragraphe 3) de présent article, et bénéficiant de l'exemption ci-dessus définie, ne pourront être déchargés qu'avec l'approbation des Autorités Douanières de l'autre Partie Contractante.

Ces approvisionnements, s'ils doivent être réexportés, seront, jusqu'à leur réexportation, soumis au Contrôle Douanier de l'autre Partie Contractante.

Article 4.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences, délivrés ou validés par chacune des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante aux fins d'exploitation des routes et des services spécifiés à l'annexe. Chaque Partie Contractante se réserve, cependant, le droit de ne pas reconnaître valable, pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres ressortissants par un autre Etat.

Article 5.

1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire, en ce qui concerne les aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs, pendant leur séjour sur son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de l'Entreprise ou des Entreprises de l'autre Partie Contractante, et lesdits aéronefs devront s'y conformer à l'arrivée, au départ, et durant leur présence dans les limites du territoire de la Partie Contractante mentionnée en premier lieu.

2) Les passagers, l'equipage et les expéditeurs de marchandises devront se soumettre, soit personnellement, soit par leurs représentants, aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de chaque Partie Contranctante relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie des passagers, équipages et marchandises, ainsi qu'à ceux applicables aux formalités d'entrée, de sortie, d'immigration, de passeports, de douane et de quarantaine.

Article 6.

Chaque Partie Contractante se réserve la faculté de refuser un certificat ou une autorisation, à une Entreprise de Transports Aériens désignée par l'autre Partie Contractante, ou de révoquer un tel certificat ou une telle autorisation, lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part important de la propriété et le contrôle effectif de cette Entreprise, sont entre les mains de Nationaux de cette dernière Partie Contractante, ou lorsque cette Entreprise de Transports Aériens ne se conforme pas aux lois et règlements de l'Etat survolé, comme indiqué à l'article 5 ci-dessus, ou ne remplit pas les obligations que lui impose le présent accord.

Article 7

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe il faut entendre par «territoire» la terre et les eaux

territoriales adjacentes sur lesquelles l'une ou l'autre des Parties Contractantes exerce sa souveraineté, sa suzeraineté, son protectorat, un mandat ou une tutelle.

Article 8.

Le présent accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l' Organisation de l'Aviation Civile Internationale, instituée par la Convention sur l'Aviation Civile Internationale conclue le 7 décembre 1944 à Chicago.

Article 9.

Dans un esprit d'étroite collaboration, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, se consulteront, s'il y a lieu,de temps à autre en vue de s'assurer de l' application des principes définis au présent accord, et à son annexe, et de leur exécution satisfaisante.

Article 10.

Si l'une ou l'autre des Parties Contractantes estime désirable de modifier une clause quelconque de l'annexe au présent accord, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes pourront, par accord direct entre elles, procéder à une telle modification.

Article 11

Tout différend entre les Parties Contractantes, concernant l'interprétation et l'application du présent accord ou de son annexe , qui ne pourrait être réglé par la voie de négociations directes, serait porté devant le Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, conformément aux dispositions de l'article 84 de la Convention sur l'Aviation Civile Internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944. Toutefois, les Parties Contractantes peuvent , d'un commun accord, régler le différend, en le portant soit devant un Tribunal Arbitral, soit devant toute autre personne ou Organisme désigné par elles.

Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer à la sentence rendue.

Article 12.

Au cas où les deux Parties Contractantes auraient ratifié une convention multilatérale relative aux droits commerciaux en Aviation Civile, ou y auraient adhéré, le présent accord et son annexe devront être amendés de façon à être mis en concordance avec les dispositions de ladite Convention.

Article 13.

Chaque Partie Contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante, son désir de dénoncer le présent accord. Une telle dénonciation aura effet douze mois après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit annulée, d'un commun accord, avant la fin de cette période.

Article 14.

Le présent Accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Bruxelles dans le plus bref délai possible.

Il sera mis en vigueur provisoirement, sauf l'article 11, au jour de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 21 juin 1949

en double exemplaire, dans les langues Hellénique et Française, l'une et l'autre faisant également foi.

Pour le Gouvernement Royal Hellénique
sign: C. TSALDARIS

Pour le Gouvernement Royal Belge
sign: H. BOREL DE BITCHE

ANNEXE

I

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal Hellénique, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire belge sans y atterrir et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer des passagers, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties Contractantes de ou vers le territoire de l'autre, sur les routes suivantes:

1. D'Athènes—via des points intermédiaires ou non vers Bruxelles—et pays au-delà ou non dans les deux sens.

2. D'Athènes — via des points intermédiaires ou non vers Stanleyville-et pays au-delà ou non-dans les deux sens.

II

L'Entreprise ou les Entreprises de Transports Aériens du Gouvernement Royal Belge, autorisées en vertu du présent accord, jouiront du droit de traverser le territoire hellénique sans y atterrir, et d'y atterrir pour des raisons non commerciales, ainsi que du droit d'embarquer et de débarquer des passagers, des marchandises et du courrier à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties Contractantes de ou vers le territoire de l'autre, sur les routes suivantes :

1. De Bruxelles—via des points intermédiaires ou non-vers Athènes-et pays au delà ou non- dans les deux sens.

2. De Stanleyville--via des points intermédiaires ou non-vers Athènes et pays au delà ou non-dans les deux sens.

III

En vue de l'établissement et de l'exploitation des services Aériens faisant l'objet du présent accord et de son annexe, il est entendu entre les Parties Contractantes :

1) Qu'il est désirable de provoquer et d'encourager la plus large distribution possible des avantages procurés par les voyages aériens pour le bien général de l'humanité aux plus bas tarifs compatibles avec de sains principes économiques et stimuler les voyages aériens internationaux comme moyen de promouvoir une entente amicale et une bonne volonté commune entre les peuples, et assurer en même temps les nombreux bienfaits indirects de ce nouveau mode de transport pour le bien-être commun des deux pays.

2) Que les services aériens mis à la disposition du Public devront correspondre aux besoins du Public en matière de Transports Aériens.

3) Qu'il devra exister une juste et égale possibilité pour les Entreprises des deux Nations, de desservir toute route, ou toutes routes, faisant l'objet du présent accord et de son annexe.

4) Que dans l'exploitation par les Entreprises Aériennes de chacune des deux Parties Contractantes, des services mentionnés à l'annexe du présent accord, les intérêts des Entreprises de l'autre Partie Contractante seront toutefois pris en considération afin que ne soient pas indûment affectés les services que ces dernières assureraient sur tout ou partie des mêmes parcours.

5) Que les services offerts par la ou les Entreprises Aériennes désignées en vertu du présent accord et de son annexe, auront comme objet essentiel d'offrir une capacité correspondante à la demande de trafic entre le Pays d'origine et le Pays de destination.

IV.

Au cas où l'Entreprise ou les Entreprises d'une des Parties Contractantes seraient provisoirement empêchées, par suite de difficultés provenant de la guerre,

de profiter immédiatement des avantages offerts par l' article 3 de la présente annexe, la situation sera examinée à nouveau par les deux Parties Contractantes dès que l'Entreprise ou les Entreprises de la première Partie Contractante se trouveront en état d'apporter progressivement leur contribution à l'exploitation des Services Aériens.

V.

Les tarifs seront fixés à des taux raisonables tenant particulièrement compte de l'économie d'exploitation, du bénéfice normal et des caractéristiques présentées par chaque service tels que vitesse et confort.

Les recommandations de l'Association internationale de Transports Aériens seront prises en considération pour la fixation de ces tarifs.

En l'absence de recommandation de la dite Association, les entreprises helléniques et belges s'entendront sur les tarifs pour passagers et marchandises à appliquer sur leurs lignes.

Ces accords seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays.

Au cas où les entreprises ne pourraient se mettre d'accord sur les tarifs à fixer, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays s'efforceront d'arriver à une solution satisfaisante.

En dernier ressort, il sera recouru à l'arbitrage prévu par l'article 11 de l'Accord.

VI.

A partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les autorités aéronautiques des deux Parties Contractantes devront se communiquer aussi rapidement que possible les informations concernant les autorisations données à leur ou à leurs propres entreprises désignées pour exploiter les lignes mentionnées à la présente annexe. Ces informations comporteront notamment copie des autorisations accordées, de leurs modifications éventuelles ainsi que tous documents annexés.

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Βελγικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως περὶ ἐναερίων μεταφορῶν μεταξὺ τῶν οἰκείων ἐδαφῶν των.

Ἡ Ἑλληνικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Βελγικὴ Βασιλικὴ Κυβέρνησις, ἐπιθυμοῦσαι νὰ συνάψωσι Συμφωνίαν περὶ ἐγκαταστάσεως ἐναερίων συγκοινωνιῶν μεταξὺ τῶν βελγικῶν καὶ ἑλληνικῶν ἐδαφῶν ὥρισαν, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, τοὺς πληρεξουσίους των, οἵτινες συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

Ἄρθρον 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη χορηγοῦσιν ἀλλήλοις τὰ ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι καθοριζόμενα δικαιώματα, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐγκαταστάσεως διεθνῶν ἐναερίων πολιτικῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ Παραρτήματι τούτῳ.

Αἱ γραμμαὶ αὗται δύνανται νὰ τεθῶσιν ἐν λειτουργίᾳ ἀμέσως ἢ μεταγενεστέρως κατ' ἐπιλογὴν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃ τὰ δικαιώματα ταῦτα ἐκχωροῦνται.

Ἄρθρον 2.

1. Ἑκάστη τῶν ἐν τῷ συνημμένῳ Παραρτήματι ἀναφερομένων ἐναερίων γραμμῶν, θὰ τίθεται εἰς λειτουργίαν εὐθὺς ὡς τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 1 ἔσχε τὸ δικαίωμα νὰ ὁρίσῃ μίαν ἢ πλείονας Ἀεροπορικὰς Ἐπιχειρήσεις διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν λόγῳ ὁδῶν, θα προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον.

Τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ θὰ ἔχῃ ἐκχωρήσει τὸ δικαίωμα τοῦτο, δέον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ τῶν τοιούτων τοῦ ἀκολούθου ἄρθρου 6, νὰ χορηγήσῃ, ἄνευ ἀναβολῆς, τὴν ἀπαιτουμένην ἄδειαν ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὴν ἢ τὰς ἐνδιαφερομένας Ἐπιχειρήσεις.

2. (α) Ἡ ἢ αἱ οὕτω ὁρισθεῖσαι παρ' ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν Ἐπιχειρήσεις, θὰ δύνανται νὰ κληθῶσι, πρὶν ἢ ἐξουσιοδοτηθῶσι νὰ ποιήσωσι ἔναρξιν τῆς λειτουργίας τῶν διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας καθορισθεισῶν γραμμῶν, ὅπως παρέξωσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἀεροπορικὰς Ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἀποδείξεις τῶν προσόντων των καὶ τοῦτο συμφώνως πρὸς τοὺς ἐν ἰσχύϊ ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ νόμους καὶ κανονισμούς, τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐκμετάλλευσιν διεθνῶν πολιτικῶν ὁδῶν ὑπὸ Ἐμπορικῶν Ἐπιχειρήσεων ἐναερίων Μεταφορῶν.

(β) Εἰς τὰς περιοχὰς αἵτινες εἰσὶν ἕδρα στρατιωτικῆς κατοχῆς ἢ εἰς ζώνας ἐπηρεαζομένας ἐκ στρατιωτικῆς κατοχῆς, ἡ ἔναρξις λειτουργίας τῶν γραμμῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων Στρατιωτικῶν Ἀρχῶν.

Ἄρθρον 3.

Πρὸς ἀποφυγὴν πάσης διακρίσεως καὶ ἐξασφάλισιν ἰσότητος μεταχειρίσεως συμφωνεῖται ὅτι :

1) Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύναται νὰ ἐπιβάλῃ ἢ νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐπιβολὴν δικαίων καὶ λογικῶν τελῶν διὰ τὴν χρῆσιν ἀερολιμένων καὶ ἑτέρων ἐγκαταστάσεων. Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν συμφωνεῖ, οὐχ ἧττον, ὅτι τὰ τέλη ταῦτα δὲν θὰ ὑπερβαίνουν τὰ τοιαῦτα, ἅτινα θὰ πληρώνωνται διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἐν λόγῳ ἀερολιμένων καὶ ἐγκαταστάσεων, ὑπὸ τῶν ἐθνικῶν του ἀεροσκαφῶν τῶν χρησιμοποιουμένων εἰς ὁμοίας διεθνεῖς γραμμάς.

2) Ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια καὶ τὰ ἀνταλλακτικὰ τὰ εἰσαγόμενα ἢ παραλαμβανόμενα ἐπὶ τῶν ἀεροσκαφῶν εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς Συμβαλλομένου Μέρους παρὰ πάσης Ἐπιχειρήσεως ἐναερίων μεταφορῶν ὁρισθείσης παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ διὰ λογαριασμὸν τοιαύτης Ἐπιχειρήσεως καὶ προοριζόμενα μόνον διὰ τὴν χρῆσιν τῶν ἀεροσκαφῶν τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης θὰ τυγχάνουν τόσης εὐνοϊκῆς μεταχειρίσεως ὅσης τυγχάνουν αἱ Ἐθνικαὶ Ἐπιχειρήσεις αἱ ἐκμεταλλευόμεναι διεθνεῖς ἐναερίους γραμμὰς ἢ αἱ τοῦ πλέον εὐνοουμένου ἔθνους, ἀφ ρώσης τὴν ἐπιβολὴν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων δασμῶν ἢ ἐθνικῶν τελῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου ἐγένετο ἡ εἰσαγωγὴ ἢ ἡ ἐξαγωγή.

3) Πᾶν ἀεροσκάφος τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν χειριζόμενον ἐπὶ τῶν ὁδῶν τῶν ἀποτελούντων ἀντικείμενον τῆς παρούσης συμφωνίας. ὡς ἐπίσης ἡ καύσιμος ὕλη, τὰ λιπαντικὰ ἔλαια, τὰ ἀνταλλακτικά, ἡ κανονικὴ ἐξάρτησις καὶ τὰ ἐφόδια καὶ τρόφιμα τὰ παραμένοντα ἐπὶ τῶν πολιτικῶν ἀεροσκαφῶν τῶν Ἐπιχειρήσεων Ἐναερίων Μεταφορῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τῶν ἐξουσιοδοτημένων νὰ ἐκμεταλλευθῶσι τὰς ἐν τῷ Παραρτήματι καθοριζομένας ὁδοὺς καὶ γραμμὰς, θὰ ἀπαλλάσσωνται κατὰ τὴν ἄφιξιν των εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ κατὰ τὴν ἀναχώρησιν των ἐκ τούτου, τῶν τελωνειακῶν δασμῶν, ἐξόδων ἐλέγχου ἢ ἑτέρων ὁμοίων δασμῶν καὶ τελῶν καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν αἱ προμήθειαι αὗται θὰ χρησιμοποιῶνται ἢ καταναλίσκωνται ὑπὸ τῶν ἀεροσκαφῶν τούτων κατὰ τὴν διάρκειαν πτήσεων ὑπερθεν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους.

4) Τὰ ἐφόδια τὰ ἀπαριθμούμενα ἐν τῇ παραγρ. (3) τοῦ παντὸς ἄρθρου καὶ τὰ ἀπαλαμβάνοντα τῆς ὡς ἄνω καθοριζομένης ἀπαλλαγῆς, δὲν δύνανται νὰ ἐκφορτωθῶσιν εἰ μὴ μόνον τῇ ἐγκρίσει τῶν Τελωνειακῶν Ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Τὰ ἐφόδια ταῦτα. ἐφ' ὅσον δέον νὰ ἐπαναεξαχθῶσι θὰ παραμείνωσι, μέχρι τῆς ἐπανεξαγωγῆς των, ὑπὸ τὸν τελωνειακὸν ἔλεγχον τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

"Αρθρον 4.

Τὰ πιστοποιητικὰ πλωιμότητος, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ αἱ ἄδειαι ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος ἐκδιδόμεναι ἢ κεκυρωμέναι παρ' ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ μὴ λήξασαι, θ' ἀναγνωρίζωνται ὡς ἔγκυροι ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους διὰ τὸν σκοπὸν τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ὁδῶν καὶ γραμμῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῷ Παναρτήματι. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει, οὐχ ἧττον, εἰς ἑαυτὸ τὸ δικαίωμα τοῦ νὰ μὴ ἀναγνωρίζῃ ὡς ἐγκύρους διὰ τὴν κυκλοφορίαν ὑπερθεν τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, τὰ πτυχία ἱκανότητος καὶ τὰς ἀδείας ἐξασκήσεως ἐπαγγέλματος τὰς χορηγηθείσας εἰς τοὺς ἰδίους αὐτοῦ ὑπηκόους ὑπὸ ἑτέρου Κράτους.

"Αρθρον 5.

1) Οἱ Νόμοι καὶ Κανονισμοὶ ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους οἱ σχετικοὶ πρὸς τὴν εἴσοδον εἰς καὶ τὴν ἔξοδον ἐκ τοῦ ἐδάφους του, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἀεροσκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα εἰς τὴν διεθνῆ ἀεροναυτιλίαν, ἢ σχετικαὶ πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν καὶ τὴν πλωιμότητα τῶν ἐν λόγῳ ἀεροσκαφῶν, κατὰ τὴν παραμονὴν των ἐντὸς τοῦ ἐδάφους του, θὰ ἐφαρμόζονται εἰς τὰ ἀεροσκάφη τῆς ἐπιχειρήσεως ἢ τῶν ἐπιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὰ ἐν λόγῳ ἀεροσκάφη ὀφείλουν νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τούτους κατὰ τὴν ἄφιξιν, τὴν ἀναχώρησιν καὶ καθ' ὃν χρόνον εὑρίσκονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐδάφους τοῦ πρώτου ἀναφερεμένου Συμβαλλομένου Μέρους.

2) Οἱ ἐπιβάται, τὸ πλήρωμα καὶ οἱ ἀποστολεῖς ἐμπορευμάτων θὰ ὑπόκεινται εἴτε προσωπικῶς εἴτε διὰ τῶν ἀντιπροσώπων των εἰς τοὺς Νόμους καὶ Κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὸ ἔδαφος ἑκάστου Συμβαλλομένου Μέρους σχετικῶς πρὸς τὴν εἴσοδον, τὴν διαμονὴν καὶ τὴν ἔξοδον ἐπιβατῶν, πληρωμάτων καὶ ἐμπορευμάτων ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τοὺς τοιούτους τοὺς ἐφαρμοστέους διὰ τὰς διαδικασίας εἰσόδου, ἐξόδου, μεταναστεύσεως, διαβατηρίων, τελωνείου καὶ καθάρσεως.

"Αρθρον 6

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπιφυλάσσει εἰς αὐτὸ τὸ δικαίωμα ν' ἀρνῆται πιστοποιητικὸν ἢ ἄδειαν εἰς Ἐπιχείρησιν Ἐναερίων Μεταφορῶν ὁρισθεῖσαν παρὰ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ νὰ ἀνακαλῇ τοιοῦτον πιστοποιητικὸν ἢ τοιαύτην ἄδειαν ἐφ' ὅσον δὲν ἔχει ἀποδείξεις ὅτι οὐσιώδες μέρος τῆς ἰδιοκτησίας καὶ ὁ πραγματικὸς ἔλεγχος τῆς Ἐπιχειρήσεως ταύτης εὑρίσκονται εἰς χεῖρας ὑπηκόων τοῦ τελευταίου τούτου Συμβαλλομένου Μέρους ἢ ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιχείρησις αὕτη Ἐναερίων Μεταφορῶν δὲν συμμορφοῦται πρὸς τοὺς Νόμους καὶ Κανονισμοὺς τοῦ Κράτους ὑπερθεν τοῦ ὁποίου ἵπταται ὡς καθορίζεται ἐν τῷ ὡς ἄνω ἄρθρῳ 5 ἢ δὲν πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις ἃς τῆς ἐπιβάλλει ἡ παροῦσα Συμφωνία

"Αρθρον 7

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος της, θὰ νοεῖται ὡς «ἔδαφος» τὸ ἔδαφος καὶ τὰ προσκείμενα χωρικὰ ὕδατα ἐπὶ τῶν ὁποίων τὸ ἕν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀσκεῖ τὴν κυριαρχίαν του, τὴν ἡγεμονίαν του, τὴν προστασίαν, ἐντολὴν ἢ κηδεμονίαν.

"Αρθρον 8

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ὡς καὶ ἅπασαι αἱ σχετικαὶ πρὸς ταύτην συμβάσεις, θέλουσι καταχωρηθῆ εἰς τὴν Ὀργάνωσιν Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας ἱδρυθεῖσαν διὰ τῆς Συμφωνίας περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς συναφθείσης τὴν 7 Δεκεμβρίου 1944 ἐν Σικάγῳ.

"Αρθρον 9

Ἐν τῷ πνεύματι στενῆς συνεργασίας, αἱ Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, θέλουσι συσκέπτονται ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρόν, ἵνα βεβαιωθῦνται περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἀρχῶν τῶν καθοριζομένων ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ καὶ τῷ Παραρτήματί της καὶ περὶ τῆς ἱκανοποιητικῆς ἐκτελέσεώς των.

"Αρθρον 10

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὸ ἕν ἢ τὸ ἕτερον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κρίνει ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν τροποποίησιν οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἱ ἁρμόδιαι Ἀεροπορικαὶ Ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ δύνανται δι' ἀπ' εὐθείας συμφωνίας μεταξύ των, νὰ προβοῦν εἰς τὴν τοιαύτην τροποποίησιν.

"Αρθρον 11

Πᾶσα διαφορὰ μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀφορῶσα τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος της, ἥτις δὲν θὰ δύναται νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς ὁδοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας διαπραγματεύσεων, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 84 τῆς Συμβάσεως περὶ Διεθνοῦς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σικάγῳ τὴν 7ην Δεκεμβρίου 1944.

Ἐν τούτοις τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται διὰ κοινῆς συμφωνίας νὰ διακανονίσωσι τὴν διαφοράν ὑποβάλλοντες ταύτην εἴτε εἰς Διαιτητικὸν Δικαστήριον εἴτε εἰς πᾶν ἕτερον πρόσωπον ἢ Ὀργανισμὸν ὁριζόμενον παρὰ τούτων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ συμμορφωθῶσι πρὸς τὴν ἐκδοθεῖσαν ἀπόφασιν.

"Αρθρον 12

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ἔχωσι ἐπικυρώσει πολυμερῆ Σύμβασιν περὶ ἐμπορικῶν δικαιωμάτων ἐν τῇ Πολιτικῇ Ἀεροπορίᾳ ἢ προσχωρήσει εἰς ταύτην ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ τὸ Παράρτημα της θὰ τροποποιηθῶσι εἰς τρόπον ὥστε νὰ προσαρμόζωνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

"Αρθρον 13

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ γνωρίζῃ πρὸς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τὴν ἐπιθυμίαν του νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν. Ἡ τοιαύτη καταγγελία θὰ ἰσχύῃ δώδεκα μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς λήψεως τῆς καταγγελίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐκτὸς ἐὰν ἡ καταγγελία αὕτη ἠθελεν ἀκυρωθῇ κοινῇ συμφωνίᾳ πρὸ τοῦ τέλους τῆς περιόδου ταύτης.

"Αρθρον 14

Ἡ παροῦσα Συμφωνία θὰ ἐπικυρωθῇ καὶ τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ ἀνταλλαγῶσιν εἰς Βρυξέλλας τὸ ταχύτερον δυνατόν :

Θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς, πλὴν τοῦ ἄρθρου 11, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς της.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῆς οἰκείας Κυβερνήσεως των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ἔθεσαν τὰς ἑαυτῶν σφραγίδας.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Ἰουνίου 1949 εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἑκάστης θεωρουμένης ὡς ἐξ ἴσου αὐθεντικῆς.

Διὰ τὴν Βασιλικὴν
Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν
Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ

Διὰ τὴν Βασιλικὴν
Βελγικὴν Κυβέρνησιν
H. BOREL DE BITCHE

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

I.

Ἡ Ἐπιχείρησις ἢ αἱ Ἐπιχειρήσεις Ἐναερίων Μεταφορῶν τῆς Ἑλληνικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως, ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ βελγικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ ἐπιβιβάζωσι καὶ ἀποβιβάζωσιν ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον μὲ προορισμὸν πρὸς ἢ προέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

1. 'Εξ 'Αθηνῶν–Μέσω ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχὶ–πρὸς Βρυξέλλας–καὶ Χώρας πέραν τούτων ἢ οὐχὶ –πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

2. 'Εξ 'Αθηνῶν–μέσω ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχὶ–πρὸς Stanleyville–καὶ Χώρας πέραν ταύτης ἢ οὐχὶ–πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

II.

'Η 'Επιχείρησις ἢ αἱ 'Επιχειρήσεις 'Εναερίων Μεταφορῶν τῆς Βελγικῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως ἐξουσιοδοτούμεναι, δυνάμει τῆς παρούσης Συμφωνίας, θὰ ἀπολαμβάνωσι τοῦ δικαιώματος διαπτήσεως τοῦ ἑλληνικοῦ ἐδάφους ἄνευ ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως καὶ τῆς ἐν αὐτῷ σταθμεύσεως δι' οὐχὶ ἐμπορικούς σκοπούς, ὡς ἐπίσης καὶ τοῦ δικαιώματος νὰ ἐπιβιβάζωσι καὶ ἀποβιβάζωσι ἐπιβάτας, ἐμπορεύματα καὶ ταχυδρομεῖον μὲ προορισμὸν πρὸς ἢ προέλευσιν ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐπὶ τῶν ἀκολούθων ὁδῶν :

1. 'Εκ Βρυξελλῶν–μέσω ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχὶ–πρὸς 'Αθήνας–καὶ Χώρας πέραν τούτων ἢ οὐχὶ–πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

2.'Εκ Stanleyville–μέσω ἐνδιαμέσων σημείων ἢ οὐχὶ–πρὸς 'Αθήνας–καὶ Χώρας πέραν τούτων ἢ οὐχὶ–πρὸς τὰς δύο κατευθύνσεις.

III.

Διὰ τὴν ἐγκατάστασιν καὶ ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν τῶν ἀποτελούντων ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της, συμφωνεῖται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν :

1) "Οτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ προκληθῇ καὶ νὰ ἐνθαρρυνθῇ ἡ εὐρυτέρα δυνατὴ διανομὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν προσποριζομένων ἐκ τῶν ἐναερίων ταξειδίων ἐπὶ γενικῇ ὠφελείᾳ τῆς ἀνθρωπότητος, διὰ τῶν εὐθυνοτέρων τιμῶν τῶν συμβιβαζομένων πρὸς ὑγιεῖς οἰκονομικὰς ἀρχὰς καὶ νὰ ἐνθαρρυνθοῦν τὰ διεθνῆ ἐναέρια ταξείδια ὡς μέσον προαγωγῆς φιλικῆς κατανοήσεως καὶ κοινῆς ἀγαθῆς προαιρέσεως μεταξὺ τῶν λαῶν καὶ νὰ ἐξασφαλίσῃ συγχρόνως τὰ πυλάριθμα ἔμμεσα ὠφελήματα τοῦ νέου τούτου μεταφορικοῦ μέσου, διὰ τὴν κοινὴν εὐπραγίαν τῶν δύο Χωρῶν.

2) "Οτι αἱ ἐναέριοι γραμμαὶ αἱ τιθέμεναι εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ δέον νὰ ἀνταποκρίνωνται εἰς τὰς ἀνάγκας τοῦ κοινοῦ δι' ἐναερίους μεταφορᾶς.

3) "Οτι δέον νὰ ὑφίσταται δικαία καὶ ἴση εὐκαιρία διὰ τὰς 'Επιχειρήσεις τῶν δύο 'Εθνῶν, νὰ ἐξυπηρετοῦν πᾶσαν ὁδὸν ἢ πάσας τοὺς ὁδοὺς τὰς ἀποτελούσας ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματός της.

4) "Οτι διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν, ὑπὸ τῶν 'Εναερίων 'Επιχειρήσεων ἑκάστου τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, τῶν ἐν τῷ Παραρτήματι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφερομένων γραμμῶν θὰ λαμβάνωνται πάντως ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τῶν 'Επιχειρήσεων τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, οὕτως ὥστε νὰ μὴ ἐπηρεάζωνται ἀσκόπως αἱ γραμμαὶ ἃς αἱ τελευταῖαι αὗται θὰ ἐξυπηρετῶσιν ἐπὶ ὁλοκλήρου ἢ μέρους τῶν αὐτῶν δ.αδρομῶν.

5) "Οτι αἱ προσφερόμεναι ὑπηρεσίαι ὑπὸ τῆς ἢ τῶν δυνάμει τῆς Παρούσης Συμφωνίας καὶ τοῦ Παραρτήματος της ὁριζομένων 'Εναερίων 'Επιχειρήσεων, θὰ ἔχωσιν ὡς πρώτιστον σκοπὸν νὰ προσφέρωσι χωρητικότητα ἀνταποκρινομένην εἰς τὰς ἀνάγκας φορτίου μεταξὺ τῆς Χώρας προελεύσεως καὶ τῆς Χώρας προορισμοῦ.

IV

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ ἢ αἱ 'Επιχειρήσεις ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἤθελον προσωρινῶς ἐμποδισθῇ λόγῳ δυσκολιῶν προερχομένων ἐκ τοῦ πολέμου, νὰ ἐπωφεληθοῦν ἀμέσως τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων διὰ τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος Παραρτήματος, ἡ κατάστασις, θὰ ἐξετάζεται ἐκ νέου ὑπὸ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν εὐθὺς ὡς ἡ ἢ αἱ 'Επιχειρήσεις τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου Μέρους ἤθελον εὑρεθῇ εἰς θέσιν νὰ παράσχουν προοδευτικῶς τὴν συμβολήν των εἰς τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐναερίων γραμμῶν.

V.

Τὰ τιμολόγια θέλουσι καθορισθῇ εἰς λογικὰς τιμὰς λαμβανομένης ἰδιαιτέρως ὑπ' ὄψιν τῆς οἰκονομίας τῆς ἐκμεταλλεύσεως τοῦ κανονικοῦ κέρδους καὶ τῶν χαρακτηριστικῶν τῶν παρουσιαζομένων παρ' ἑκάστης ὑπηρεσίας ὡς ἡ ταχύτης καὶ ἡ ἄνεσις.

Αἱ συστάσεις τῆς 'Ενώσεως Διεθνῶν 'Εναερίων Μεταφορῶν θὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν τιμολογίων τούτων.

'Ελλείψει συστάσεων τῆς ἐν λόγῳ 'Ενώσεως, αἱ 'Ελληνικαὶ καὶ Βελγικαὶ 'Επιχειρήσεις θέλουσι συνεννοηθῇ ἐπὶ τῶν τιμολογίων ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων τῶν ἐφαρμοσθησομένων ἐπὶ τῶν γραμμῶν των.

Αἱ συμφωνίαι αὗται θὰ ὑποβληθῶσιν εἰς τὰς ἁρμοδίας 'Αεροπορικὰς 'Αρχὰς τῶν δύο Χωρῶν πρὸς ἔγκρισιν.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ 'Επιχειρήσεις δὲν δυνηθῶσι νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ τῶν ἐφαρμοστέων τιμολογίων, αἱ ἁρμόδιαι 'Αεροπορικαὶ 'Αρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ προσπαθήσωσι νὰ καταλήξωσιν εἰς ἱκανοποιητικὴν λύσιν.

Τελεσιδίκως θέλει γίνει προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ἄρθρῳ 11 τῆς Συμφωνίας προβλεπομένην διαιτησίαν.

VI

'Απὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμφωνίας αἱ ἀεροπορικαὶ ἀρχαὶ τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ κοινοποιήσωσιν ἀλλήλαις, τὸ ταχύτερον δυνατὸν τὰς πληροφορίας τὰς ἀφορώσας τὰς ἀδείας τὰς χορηγηθείσας εἰς τὴν ἢ τὰς 'Επιχειρήσεις των τὰς ὁριζομένας διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἐν τῷ παρόντι Παραρτήματι ἀναφερομένων γραμμῶν. Αἱ πληροφορίαι αὗται θὰ περιλαμβάνουν κυρίως ἀντίγραφον τῶν χορηγηθεισῶν ἀδειῶν, τὰς ἐνδεχομένας τροποποιήσεις των ὡς ἐπίσης καὶ πᾶν συνημμένον ἔγγραφον.

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Περὶ μεταβατικῆς ἕδρας Εἰρηνοδικείου Καρπάθου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. ΓΦΞΒ' ὡς οὗτος ἀντικατεστάθη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Νόμου ΓΧΞΒ' προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ὁρίζομεν ὅπως ὁ Εἰρηνοδίκης Καρπάθου μεταβαίνῃ τὴν πρώτην Δευτέραν καὶ τὴν ἑπομένην ταύτῃ Τρίτην ἑκάστου μηνὸς εἰς τὴν Νῆσον Κάσον πρὸς ἐκδίκασιν τῶν πολιτικῶν καὶ ποινικῶν ὑποθέσεων τῶν κατοίκων τῆς νήσου ταύτης.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Δ)τος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ.
Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
ΗΛ. ΠΑΠΑΗΛΙΟΥ

(3)

Περὶ ὑποβιβασμοῦ τῆς φυλακῆς Ρόδου ἐκ τῆς 3ης τάξεως εἰς τὴν γ' τάξιν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 ἐδάφιον γ' τοῦ ἀπὸ 28 Σεπτεμβρίου 1935 Νομοθ. Διατάγματος «περὶ ὀργανώσεως σωφρονιστικοῦ προσωπικοῦ κλπ.», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ὑποβιβάζομεν τῆς ἐγκληματικὴν φυλακὴν Ρόδου ἐκ τῆς 3ης τάξεως εἰς τὴν γ' τάξιν, καθ' ὅσον δὲν ἔχει τὸν ὁπὸ τοῦ

Νόμου ἀπαιτούμενον διὰ τὴν εἰς ἣν ἀνήκει τάξιν ἀριθμὸν κατουμένων.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ο ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

ΗΛ. ΠΑΠΑΗΛΙΟΥ

---

(4)

Περὶ ὀνομασίας ὡς Ταχ. Γραφείου β΄ τάξ. τοῦ μέχρι τοῦδε Ταχ. Γραφείου γ΄ τάξεως Ἀραχώβης—Βοιωτίας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις : α΄) τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 291)1936 Α. Ν. «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ Διοικήσεως τῆς Ὑπηρεσίας ΤΤΤ νόμων», β΄) τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1366)49 Α. Ν. «περὶ ρυθμίσεως ζητημάτων τινῶν κλπ., γ΄) τοῦ ἀπὸ 5.4.49 Β. Δ)τος «περὶ προαπαιτουμένων διὰ τὴν σύστασιν καὶ μεταβολὴν τάξεως ΤΤΤ Γραφείων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν ΤΤΤ Ὑπουργοῦ, στηριζομένῃ εἰς σύμφωνον γνώμην τοῦ Συμβουλίου Ταχ. Ἐκμ)σεως, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Μεταβάλλομεν τὴν τάξιν τοῦ μέχρι τοῦδε γ΄ τάξ. Ταχ. Γραφείου Ἀραχώβης — Βοιωτίας τούτου ὀνομαζομένου Ταχ. Γραφείου β΄ τάξεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν ΤΤΤ Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 14 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Τ. Τ. Τ. Ὑπουργὸς

ΣΤΥΛ. ΣΤΥΛΙΑΝΙΔΗΣ

---

(5)

Περὶ ἄρσεως ἐκ τῆς κυκλοφορίας τῶν ἐξ ἐπισημάνσεως κοινῶν γραμματοσήμων τῶν κλάσεων δραχ. 10, 20, 30, 50, 130 καὶ 500.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Νόμου 4581)1930 «περὶ ταχ. ἀνταποκρίσεων» ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Νόμου 6243)1934, μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Ταχ. Ἐνσήμων καὶ τοιαύτην τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας ὑπ' ἀριθ. 753)1949, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ ΤΤΤ Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

1) Αἴρονται τῆς κυκλοφορίας τὰ κάτωθι ἐξ ἐπισημάνσεως κοινὰ γραμματόσημα :

α) Κλάσεως δραχ. 10 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 2000 μὲ παράστασιν. «Κέρκυρα—Ποντικονῆσι».

β) Κλάσεως δραχ. 10 ἐπὶ πληθωρικῶν ἀεροπορικῶν κλάσεως 10 μὲ παράστασιν «Ἀπηλιώτης».

γ) Κλάσεως δραχ. 20 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 500 μὲ παράστασιν «Κόνιτσα—Γέφυρα».

δ) Κλάσεως δραχ. 20 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 1000 μὲ παράστασιν «Πάρος—Ἑκατονταπυλιανή».

ε) Κλάσεως δραχ. 20 ἐπὶ πληθωρικῶν ἀεροπορικῶν κλάσεως δραχ. 50 μὲ παράστασιν «Καικίας».

στ) Κλάσεως δραχ. 30 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 5 μὲ παράστασιν «Ναύπλιον—Μπούρτζι».

ζ) Κλάσεως δραχ. 50 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 50 μὲ παράστασιν «Μετέωρα».

η) Κλάσεως δραχ. 50 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 25.000 μὲ παράστασιν «Κέρκυρα—Ποντικονῆσι».

θ) Κλάσεως δραχ. 130 ἐπὶ κοινῶν Ἱστορικῆς Σειρᾶς κλάσεως λεπτῶν 20 μὲ παράστασιν «Ζεὺς τῆς Δωδώνης».

ι) Κλάσεως δραχ. 500 ἐπὶ πληθωρικῶν κοινῶν κλάσεως δραχ. 5.000.000 μὲ παράστασιν «Ναύπλιον—Μπούρτζι».

2) Ἡμέρα ἄρσεως ἐκ τῆς κυκλοφορίας τῶν ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ὁριζομένων γραμματοσήμων ὁρίζεται ἡ 1η Φεβρουαρίου 1950.

3) Ἀπαγορεύεται ἡ ἀνταλλαγὴ δι' ἐν χρήσει γραμματοσήμων ἢ χρημάτων τῶν εἰς χεῖρας τοῦ κοινοῦ εὑρισκομένων κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Διατάγματος, γραμματοσήμων ἐκ τῶν ὡς ἄνω κλάσεων.

Εἰς τοὺς Αὐτοὺς ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ ΤΤΤ Ὑπουργοὺς ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Οἱ Ὑπουργοὶ

Ὁ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν	Ὁ ἐπὶ τῶν Τ.Τ.Τ.
Γ. ΜΑΝΤΖΑΒΙΝΟΣ	Σ. ΣΤΥΛΙΑΝΙΔΗΣ

---

(6)

Περὶ ἐπισημάνσεως εἰδικῶν γραμματοσήμων Προνοίας Προσωπικοῦ Τ.Τ.Τ. κλάσεως Δραχμῶν 50.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ἄρθρον 6 τοῦ Νόμου 4581)1930 «περὶ Ταχ. Ἀνταποκρίσεως», ὡς ἐτροποιήθη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ Νόμου 6243)1934, τὸ ἄρθρον 5 τοῦ Νόμου 1676)1939 «περὶ Προστασίας Φυματικοῦ Προσωπικοῦ Τ.Τ.Τ.» καὶ τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Ν. 97)1946 «περὶ συμπληρώσεως τῶν περὶ Ὀργανώσεως τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας τοῦ Προσωπικοῦ Τ.Τ.Τ. διατάξεων, προτάσει τῶν ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Τ.Τ.Τ. Ὑπουργῶν καὶ μετὰ σύμφωνον γνώμην τοῦ Γνωμοδοτικοῦ Συμβουλίου Ταχυδρομικῶν Ἐνσήμων Ὑπουργείου Τ.Τ.Τ. καὶ γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας ὑπ' ἀριθ. 16)1950, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Ἐκδίδεται εἰδικὸν γραμματόσημον δι' ἐπισημάνσεως ὑπὲρ Προνοίας Προσωπικοῦ Τ.Τ.Τ. καὶ εἰς ποσότητα 20.000.000 τεμαχίων ἐκ τοῦ παρὰ τῇ Κεντρικῇ Ἀποθήκῃ Σφραγιστοῦ Χάρτου ἀποθέματος τῶν ἐκτὸς κυκλοφορίας γραμματοσήμων Ἱστορικῆς Σειρᾶς κλάσεως Α. 10 «Αὐλικὴ Κυρία Τίρυνθος».

Ἐπὶ τῶν οὕτω ἐπισημαινομένων γραμματοσήμων θὰ ἐπιτεθῇ διὰ λιθογραφικῆς μεθόδου OFFSET καὶ διὰ βαθέος κυανοῦ χρώματος ἡ ἔνδειξις «Πρόνοια Προσωπικοῦ Τ. Τ. Τ. Δρ. 50».

Τὰ κακέκτυπα τῶν ἐπισημανθησομένων τούτων γραμματο-

σήμων θὰ καταστραφῶσιν ὑπὸ τῆς ἐπὶ τούτῳ συσταθησομένης Ἐπιτροπῆς.

Τὸ γραμματόσημον τοῦτο τίθεται εἰς κυκλοφορίαν τὴν 1ην Μαρτίου 1950 μέχρι ἐξαντλήσεως αὐτῶν.

Εἰς τοὺς αὐτοὺς Ὑπουργοὺς ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1950

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Οἱ Ὑπουργοὶ

Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν
Γ. ΜΑΝΤΖΑΒΙΝΟΣ

Ἐπὶ τῶν Τ.Τ.Τ.
ΣΤ. ΣΤΥΛΙΑΝΙΔΗΣ

(7)

Περὶ συνθέσεως τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Πλοηγικοῦ Σταθμοῦ Πειραιῶς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν α) τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 6 παρ. 1 ἐδάφ. στ' καὶ 61 ἐδάφ. στ' τοῦ Α. Ν. 1150)38 «περὶ πλοηγικῆς ὑπηρεσίας» (Φ.Ε.Κ. 122), β) τὴν ὑπ' ἀριθ. 402)9 Ἰανουαρίου 1950 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Πλοηγικῆς Ὑπηρεσίας καὶ γ) τὴν ὑπ' ἀριθ. 51)50 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ ὀργανικὴ σύνθεσις τοῦ προσωπικοῦ τοῦ Πλοηγικοῦ Σταθμοῦ Πειραιῶς ὁρίζεται ὡς ἀκολούθως :

Ἀρχιπλοηγοὶ (5) πέντε
Πλοηγοὶ (18) δέκα ὀκτὼ
Ὑπάλληλος (1) εἷς
Κυβερνῆται (4) τέσσαρες
Ἀρχιμηχανοδηγὸς (1) εἷς
Μηχανοδηγοὶ (4) τέσσαρες
Ραδιοτηλεγραφητὴς (1) εἷς καὶ
Λεμβοῦχοι (30) τριάκοντα, ἐξ ὧν ὁ εἷς δέον νὰ κέκτηται δίπλωμα ξυλουργοῦ τοῦ Β. Ναυστάθμου.

2. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἀνατίθενται καθήκοντα Προϊσταμένου τοῦ Σταθμοῦ εἷς ἕνα ἐκ τῶν ἀρχιπλοηγῶν τούτου ὑποδεικνυομένου ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου Πλοηγικῆς Ὑπηρεσίας προτάσει τοῦ Κεντρ. Λιμενάρχου Πειραιῶς ἐπὶ τῇ βάσει τῶν γραμματικῶν, ἐπαγγελματικῶν γνώσεων καὶ τῆς ἐν γένει διαγωγῆς ἤθους καὶ χαρακτῆρος τούτων.

Ἄρθρον 2.

Ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως τοῦ παρόντος καταργεῖται ἡ διάταξις τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 24-11-39 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως ἄρθρων τινῶν τοῦ ἀπὸ 15-6-38 Β. Δ. περὶ ἐκτελέσεως τοῦ Α. Ν. 1150)38 κλπ.» Φ.Ε.Κ. 515) ὡς καὶ πᾶσα ἄλλη διάταξις ἀντικειμένη πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1950.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐμπορ. Ναυτιλίας Ὑπουργὸς

ΠΑΝΑΓΗΣ ΚΑΜΗΛΟΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)